

Réforme fiscale: voici les pistes explorées par le gouvernement

ABONNÉS

La Libre - FRÉDÉRIC CHARDON - mercredi 06 mai 2015

Le gouvernement fédéral planche dans le plus grand secret sur le futur "tax shift", la future réforme fiscale pour le dire simplement, qui est censée alléger les charges pesant sur le travail en Belgique. Le problème de base, c'est de trouver quelques milliards de nouvelles recettes afin de compenser le manque à gagner pour les caisses de l'Etat qu'entraînera cet allègement de la fiscalité qui plombe la création d'emplois.

A ce sujet, le Premier ministre Charles Michel (MR) pilote la réflexion aux côtés du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA). Des experts tordent actuellement dans tous les sens les grands agrégats des finances publiques, font des simulations chiffrées, pour évaluer les rentrées précises et l'impact économique de tel ou tel nouvel impôt. Le but est de valider les grandes options du tax shift pour la prochaine fête nationale, le 21 juillet donc. Au niveau politique, la ligne de fracture se situe en gros entre un axe MR-CD&V face à un axe N-VA-Open VLD. C'est un raccourci car, selon les idées fiscales, d'autres alliances peuvent apparaître. De même, les personnalités au sein d'un même parti ne sont pas forcément d'accord sur tout entre elles.

Bon, que trouve-t-on pour l'heure sur la table des négociateurs de la majorité fédérale ?

1 | La taxation des plus-values.

Oui, elle fait toujours bien partie des pistes destinées à faire rentrer du cash. La proposition qui tient la corde consiste à concrétiser la possibilité de frapper les plus-values financières réalisées à court terme (à moins de 6 mois). Cette option est chère au CD&V, on le sait depuis les premières semaines de vie de la coalition "suédoise". Le principe n'avait pas été intégré dans l'accord de majorité mais, en politique, le temps passe tellement vite... Attention cependant : on débroussaille toujours le dossier à ce stade. Plusieurs questions taraudent les fiscalistes de la "suédoise" : si les plus-values à court terme sur les produits financiers étaient en effet finalement taxées, ne faudrait-il pas élargir la disposition aux plus-values immobilières par exemple ? La crainte au sein du gouvernement, c'est de provoquer un report massif des investissements vers d'autres secteurs que la finance qui seraient autant de refuges fiscaux.

2 | L'augmentation de la TVA.

Tout comme la taxe sur la spéculation, l'augmentation de la TVA est à l'ordre du jour de la coalition fédérale et est tout aussi connotée idéologiquement : augmenter l'impôt sur la consommation touche tout le monde de la même manière, que l'on soit riche ou pauvre. Ainsi, jouer sur la TVA peut sembler injuste socialement. Pour

adoucir ce dommage collatéral, l'équipe de Charles Michel réfléchit à corriger la mesure en abaissant la TVA sur les produits de première nécessité (qui ne sont déjà frappés qu'à 6 % actuellement). Par ailleurs, les calculettes fonctionnent à plein régime actuellement pour évaluer au plus près les rentrées fiscales qu'un relèvement global de la TVA permettrait.

3 | L'impôt sur la fortune (ISF).

Oui, il n'est pas encore complètement enterré. Mais soyons clairs : il y a vraiment très peu de chances qu'un gouvernement de centre-droit au fédéral réalise ce qu'un gouvernement de centre-gauche en Wallonie n'a pas voulu faire. Toutefois, une analyse de l'impact et de l'opportunité d'une telle mesure a été demandée. Elle devrait toutefois conclure - tout comme en Wallonie - que l'ISF poserait plus de problèmes qu'il n'en résoudrait, tout en étant impraticable (pas de cadastre des fortunes, enfer bureaucratique pour le mettre en œuvre, etc.).

4 | Les mesurette fiscales.

Quoi qu'il en soit de ces grandes options politiques, le glissement fiscal annoncé pour juillet devrait consister pour l'essentiel en un saupoudrage de petites mesures dont l'addition donnera des ressources pour réduire les charges sur le travail. En vrac, les "suédois" ont en tête le relèvement des accises sur le diesel et le tabac, la création de taxes "vertes" frappant les mauvais comportements environnementaux ou encore la suppression d'une série de déductions fiscales. Trouver quelques centaines de millions un peu partout aurait l'avantage de ne pas trop déstabiliser le fonctionnement de l'économie, qui a besoin de stabilité et de prévisibilité de l'impôt.